Cours HGGSP PREMIÈRE. Thème 1. Comprendre un régime politique : la démocratie. Axe 2 : Avancées et recul des démocraties.

Frédéric Richard

Les références aux documents : Histoire-Géographie, Géopolitique, & Sciences Politiques, 1re Spécialité, Hachette Éducation, 20219

L'histoire de la démocratie dans la deuxième moitié du XXème siècle est marquée par des évolutions complexes. Il faut prendre en compte la situation intérieure des pays et les réalités extérieures.

L'interaction entre le contexte intérieur et le contexte extérieur est fondamentale pour comprendre ces évolutions.

Nous verrons l'échec de l'expérience politique de gauche, légale et démocratique de l'Unité Populaire dirigée par Salvador Allende au Chili entre 1970 et 1973 dans le contexte difficile de la Guerre Froide et des spécificités de ce conflit en Amérique Latine. Puis nous verrons, la transition vers un régime démocratique du Portugal et de l'Espagne entre 1974 et 1982 après deux très longues périodes de dictature. Nous verrons l'importance du processus de décolonisation pour le Portugal, de modernisation économique, sociale et culturelle de l'Espagne. Et pour les deux pays, l'influence de la construction européenne et de ses liens avec la démocratisation.

I) Crise et fin de la démocratie, l'exemple du Chili de 1970 à 1973.

A) Le contexte de la Guerre Froide en Amérique Latine.

La Guerre Froide à partir de 1947 va fortement marquer l'Amérique Latine et les relations entre cette région du monde et les EU.

En créant l'OEA en 1948, les EU se donnent un instrument de contrôle et d'influence politique sur l'Hémisphère Occidental. Les EU appellent le continent américain, l'Hémisphère occidental.

Les EU n'hésitent pas à intervenir pour défendre leurs intérêts. Ainsi, en 1954, ils renversent le gouvernement de gauche démocratique, mais non communiste, d'Arbenz au Guatemala qui projetait de réaliser une réforme agraire, laquelle aurait pu menacer les intérêts de l'United Fruit, multinationale agro-commerciale des EU.

La véritable rupture fut la révolution cubaine de 1959 qui mit en place un régime qui se rapprocha rapidement de l'URSS. La lutte contre le communisme devint alors une priorité de Washington à travers la Doctrine de la Sécurité Nationale (Doctrine qui insiste sur la lutte contre le communisme par tous les moyens) et un appui déterminé aux dictatures militaires. (Paraguay depuis 1954 avec Stroessner, Brésil et Bolivie à partir de 1964…)(Carte 1 page 62)

B) La victoire de L'Unité populaire.

Le Chili a un régime démocratique. C'est un pays marqué au cours des années 1950-1960 par une forte polarisation (division) entre la droite et la gauche.

En 1964, Edouardo Frei, del *Partido Democrata Cristiano*, un parti du centre auquel s'est rallié la droite, gagne les élections présidentielles contre Salvador Allende de l'alliance FRAP (*Frente de Acción Popular*) qui est formé par l'alliance des socialistes et communistes.

Frei décide d'apporter une solution à la polarisation et à l'agitation sociale. Il engage une vaste politique de réformes : une réforme agraire, la prise de contrôle des mines de cuivre avec une participation majoritaire de l'État et la construction de logements sociaux (politique inspirée de la doctrine sociale de l'Église : Encyclique (texte officiel de la papauté) *Rerum Novarum* de 1893 du pape Léon XIII. Cette doctrine sociale de l'Église condamne le communisme et les excès du libéralisme : insiste sur la justice sociale.

Le programme de réformes reprenait aussi les orientations de l'Alliance pour le Progrès, une aide au développement qui devait s'opposer à l'extension du communisme, défini par l'administration Kennedy (1961-1963).

La droite se sépare du gouvernement Frei et pratique une politique d'obstruction au parlement. Les trois blocs : PDC, Droite et FRAP paralysent peu à peu la vie politique aucun d'entre eux ne pouvant s'allier à un autre, et aucun n'a la majorité seul.

De plus, la tension sociale ne cesse d'augmenter. Les grèves se multiplient dans le pays.

Les trois grandes forces présentent chacune un candidat à l'élection présidentielle de 1970 (Document 5 page 63). En décembre 1969, se crée L'Unité Populaire, une coalition de 6 formations de gauche. Le Socialiste Salvador Allende est son candidat. (Document 4 page 63).

La droite présente Jorge Alessandri et le PDC Radomiro Tomic. Les résultats sont très serrés. (Voir document 5 page 63). Comme aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, c'est le congrès (parlement) qui doit désigner le président.

La situation se complique. En pleine Guerre Froide, les EU appuient le candidat de droite Alessandri. Un attentat d'extrême droite contre le général en chef des forces armées, René Schneider, amène le PDC à donner ses voix à Allende qui est élu.

Sans majorité à la chambre (3 page 62), le gouvernement de l'UP lance des réformes qui visent à instaurer un projet socialiste d'inspiration marxiste-léniniste (1 page 64). Cependant durant la présidence Allende, des élections libres seront organisées et les partis d'opposition ne sont pas interdits. La démocratie est donc respectée

C) Le projet de Salvador Allende. (3 page 65)

1) Le contrôle des entreprises

Une vaste politique de nationalisation est menée : mines de cuivre, banques, grandes entreprises.

2) Les réformes sociales.

Réforme agraire se poursuit et est approfondie. Politique en faveur de l'éducation, la santé, lait gratuit pour les bébés.

3) Pouvoir d'achat des salariés.

Augmentation des salaires de 40 à 80%. Blocage des prix.

4) Une politique ambitieuse de cogestion.

Mise en place d'une audacieuse politique de cogestion des travailleurs. Les syndicats représentant les travailleurs participent à la gestion de l'Etat et des grandes entreprises nationalisées. (Document 5 page 65)

D**) L'échec du projet de l'Unité Populaire.**

La visite de Fidel Castro en 1971 met en évidence le rapprochement du régime avec le bloc socialiste-. Ce rapprochement et les nationalisations, notamment dans le secteur minier et les biens d'ITT (Firme multinationale des EU spécialisée notamment dans les communications), rendent les relations avec les EU de plus en plus difficiles. (Document 1 page 66). Les EU bloquent les demandes de crédits du gouvernement chilien (Document 2 page 66). Si on ajoute la baisse des prix du cuivre, cela explique les difficultés économiques croissantes du Chili.

L'augmentation forte des salaires des travailleurs et le blocage des prix permettent une augmentation du pouvoir d'achat des secteurs populaires. Malgré la volonté de blocage des prix, le gouvernement ne put cependant empêcher l'inflation.

Le développement de l'inflation à partir de 1972, les nationalisations qui se poursuivent, les secteurs d'extrême gauche qui réalisent des occupations de terres et d'usines pour mettre la pression sur le gouvernement et qu'il radicalise sa politique (qu'il adopte des mesures encore plus extrêmes), compliquent les relations avec les classes moyennes et les milieux d'affaires.

Des milliers de femmes de quartiers aisés descendent dans les rues et protestent (*caserolazos*) contre les difficultés d'approvisionnement.

De nombreux entrepreneurs pratiquent le *lock-out* (fermeture de l'entreprise) en réaction à la politique du gouvernement, aux occupations d'usines et aux grèves.

Les grèves se multiplient. Elles touchent des secteurs clés comme les mines et le transport routier (les camionneurs) et déstabilisent le pays. Des secteurs d'extrême gauche organisent certaines de ces grèves. La grève des camionneurs est organisée par la CIA (Central Intelligence Agency, les services secrets des EU). Le gouvernement est pris en tenaille entre l'extrême-gauche de l'Unité Populaire qui veut un régime révolutionnaire, et la droite chilienne et les EU qui veulent renverser Allende.

En 1972, des militaires entrent au gouvernement. Allende a l'espoir ainsi de stabiliser la situation. Les tensions restent fortes. Allende doit gérer à la fois une crise politique et une crise économique.

En mars 1973, des élections législatives ont lieu. La droite espère pouvoir renverser légalement Allende. Cependant, L'Unité Populaire gagne les élections avec 43,3% des suffrages. Cependant, elle n'a pas la majorité à la Chambre des députés.

L'opposition se prépare alors à un coup de force. Le 11 septembre 1973, le général Pinochet, commandant en chef de l'armée chilienne, fait un coup d'état (document 4 page 67). Le président Allende se suicide dans le palais présidentiel.

Conclusion :

La démocratie chilienne, comme d'autres démocraties en Amérique Latine, ne résista pas au contexte historique et politique des années 1960-1980. La révolution cubaine de 1959 accentua les logiques de la Guerre Froide dans l'Hémisphère occidental. La lutte contre le communisme devint la priorité des EU et des secteurs conservateurs de la société. Les coups d'état au nom de la doctrine de la Sécurité Nationale marquèrent l'Amérique Latine durant les années 1960-1980. Rares furent les pays qui, comme le Mexique, la Colombie et le Venezuela, y échappèrent. Ce contexte international de Guerre Froide accentua la polarisation des sociétés latino-américaines entre droite et gauche. Les coups d'état furent aussi une manifestation de cette polarisation intérieure. Facteurs intérieurs et extérieurs agirent de façon complémentaire pour mettre fin à la démocratie chilienne.

II) D'un régime autoritaire à la démocratie : le Portugal et l'Espagne de 1974 à 1982.

En 1974-1975, le Portugal et l'Espagne mirent fin à deux très longues dictatures et commencèrent dans deux contextes spécifiques un chemin long et complexe vers la démocratie. C'est ce que l'on appelle une **transition démocratique.**

A) De longues dictatures.

En 1926, la république parlementaire portugaise est renversée par un coup d'état. Le dirigeant de cette dictature devient en 1928 Antonio de Oliveira Salazar, il prend le titre de Président du Conseil des Ministres en 1932. Il fonde l' »*Estado Novo* ». Une dictature qui rejette la modernité et s'appuie sur les principes de la religion catholique, et notamment la famille. Il gouverne jusqu'en 1968, il se retire pour raison de santé et est remplacé par Marcelo Caetano jusqu'en 1974. (Voir biographie page 68 en haut à gauche)

En 1931, la Monarchie est remplacée par une République en Espagne. En 1936, les Socialistes, Communistes et Radicaux regroupés dans un « Frente Popular » remportent les élections. Un coup d'état militaire dont le général Franco prend la tête a lieu en juillet 1936. Une guerre civile longue et cruelle dévaste l'Espagne entre 1936 et 1939. Elle oppose les nationalistes qui regroupent une grande partie de l'armée, de l'Église, les grands propriétaires terriens, la haute bourgeoisie et les Républicains qui regroupent les ouvriers, une partie de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Les Nationalistes finissent par l'emporter et établissent une dictature qui va durer jusqu'en 1975. Franco prend le titre de » Caudillo ».

B) La fin des dictatures.

1) Deux régimes autoritaires conservateurs qui suivent un chemin différent.

Les deux pays sont dirigés par des régimes autoritaires, des dictatures conservatrices qui s'appuient fortement sur l'Église catholique.

Cependant, les processus historiques et politiques sont très différents.

2) Le Portugal.

Le Portugal vit replié sur lui-même et son empire colonial africain. Le Portugal qui a construit le premier empire colonial dès le XVème siècle est aussi le dernier à disparaitre au milieu des années 1970. (Carte 1 page 68). Identifier les possessions coloniales portugaises en Afrique.

Il y a peu d'investissements et de modernisation de l'économie. La croissance est faible et le revenu par habitant est le plus faible d'Europe.

La situation politique, sociale et économique oblige des dizaines de milliers de portugais à émigrer. Certains sont des opposants politiques à la dictature, d'autres veulent échapper au service militaire qui les obligerait à combattre dans le cadre des guerres coloniales d'Indépendance, en Angola et au Mozambique, d'autres recherchent du travail, par exemple en France à partir des années 1960. (Document 2 page 68)

3) L'Espagne.

L'Espagne est une dictature comme le Portugal. Les dirigeants des principaux partis d'opposition comme le Parti socialiste (le PSOE, *el Partido Socialista Obrero Español*) et le Parti Communiste Espagnol sont en exil.

Cependant, les différences avec le Portugal sont importantes, tant sur le plan politique, que sur le plan économique et social.

Franco (Voir biographie page 69, en haut à droite) qui dirige l'Espagne depuis 1939, a préparé sa succession. Il a nommé en 1969 son successeur, Juan Carlos, le petit-fils du dernier roi d'Espagne, Alphonse XIII qui avait perdu la couronne et avait du s'exiler après la proclamation de la république en 1931. L'objectif de Franco est donc de rétablir la monarchie après sa mort. (Document 1 page 96)

En 1974, Franco est gravement malade et Juan Carlos le remplace. En 1975, Franco meurt et Juan Carlos est proclamé roi.

La situation économique et sociale de l'Espagne est également très différente de celle du Portugal.

Depuis les années 1950 et 1960, l'Espagne est sur la voie d'une modernisation économique, des activités comme le tourisme contribuent à ce processus. La société change. Elle est plus urbaine et plus éduquée. Une classe moyenne ne cesse de grandir.

4) L'attrait de l'Europe.

Notons également que le processus de la construction européenne attire les pays méditerranéens. Or, l'adhésion à la CEE (Communauté Économique Européenne, née en 1957, et qui compte 9 membres en 1974) ne peut se faire que si le pays est une démocratie. Jusqu'en 1974 et 1975, l'Espagne, le Portugal et la Grèce (dictature des Colonels de 1967 à 1974) sont des dictatures et ne peuvent donc être candidats à un processus synonyme de prospérité, de modernisation et de croissance économique. Seule une transition démocratique permettrait d'y accéder. Pour une grande partie des élites économiques et politiques, une adhésion à la CEE est cruciale pour l'avenir de leur pays. Cela va favoriser l'adhésion de ces élites au processus de la transition démocratique.

C) Les transitions démocratiques.

1) La Révolutions des œillets au Portugal.

La Révolution des œillets (claveles en espagnol) va être déclenchée par les militaires. En mars 1974 (Voir document 1 page 70), le général Spinola est limogé (renvoyé) après avoir déclaré son opposition à la poursuite de la guerre dans les colonies.

En avril, le Mouvement des Forces Armées (MFA) Voir vocabulaire page 71), un mouvement révolutionnaire né dans l'armée fait tomber la dictature le 25 avril 1974 (Voir photo 3 page 70). Ce mouvement est formé de jeunes officiers qui participent à la guerre coloniale en Afrique. Les militaires portent un œillet. C'est la Révolution des œillets. C'est un mouvement pacifique (Voir document 2 page 70).

Le 1er mai a lieu une grande manifestation. Des dirigeants politiques de l'opposition qui sont revenus d'exil y participent : on peut citer Mario Soares (Photo 5 page 71, (Voir biographie, document 2 page 96), le dirigeant du Parti Socialiste Portugais, et Alvaro Cunhal, le leader du Parti Communiste Portugais. Un Conseil de la Révolution composé de militaires et de dirigeants politiques civils de gauche, dirigé par le général Spinola, se met en place comme un gouvernement. Il rétablit les libertés fondamentales, nationalise les grandes entreprises et négocie la décolonisation des colonies africaines du Portugal.

Des élections à une assemblée constituante, chargée d'élaborer une constitution démocratique, ont lieu en avril 1975. Le Parti Socialiste de Mario Soares y est très fortement représenté.

En avril 1976, les premières élections législatives démocratiques ont lieu. Elles sont gagnées par le Parti Socialiste et Mario Soares devient le premier chef de gouvernement (premier ministre) dans le cadre d'une république parlementaire.

Vous lirez le texte situé sur ce site.
https://www.herodote.net › 25_avril_1974-evenement-19740425

Vous consulterez ce site : **La Révolution des Oeillets en 4 minutes – YouTube** ***https://www.youtube.com › watch***

2) La transition démocratique en Espagne.

a) Le rôle du roi Juan Carlos et du chef du gouvernement Adolfo Suárez.

La transition démocratique va notamment être gérée par le roi d'Espagne Juan Carlos et celui qui devient le chef du gouvernement, Adolfo Suárez, en 1976. Ce dernier a fait toute sa carrière dans le cadre du régime franquiste, mais c'est un politique habile et surtout pragmatique (qui prend en compte la réalité). Il est conscient que l'instauration de la démocratie est inévitable et est une nécessité. Un consensus important se dessine alors en Espagne. L'archevêque –cardinal de Madrid déclare en novembre 1975 que la foi chrétienne n'est pas une idéologie, il rejette donc l'utilisation du Christianisme comme principe politique. Il reconnaît aussi le pluralisme (on accepte la diversité politique) politique, social et culturel.

b) Transformer le système politique et instaurer la démocratie.

Suárez fait voter dès 1976, la loi pour la réforme politique qui doit démanteler (en finir) avec le système franquiste. Elle est approuvée par référendum avec 94% des suffrages. Cela implique la légalisation des partis politiques, notamment le Parti Communiste Espagnol, des élections libres et l'adoption d'une constitution démocratique. Cette dernière est adoptée par les Espagnols en 1978 à 88% des suffrages. On voit avec ce résultat le consensus large en Espagne concernant le régime démocratique. La constitution implique le suffrage universel, les libertés fondamentales (la création du journal *El País,* le plus important quotidien espagnol, en 1976, est une manifestation de l'instauration de la liberté de la presse), la séparation des pouvoirs. L'Espagne est une monarchie et a un régime parlementaire. Le roi représente l'État et la Nation. Le véritable chef de l'exécutif est le Président du Conseil des ministres (le chef du gouvernement qui doit avoir une majorité au parlement : les *Cortes*) (Voir document 3 page 69).

c) La décentralisation et les autonomies.

En réaction à l'autoritarisme et la centralisation extrême du régime franquiste, l'article 2 de la constitution instaure un régime de décentralisation et de fortes autonomies.

(Voir carte 4, page 69). L'Espagne est formée de 17 communautés autonomes qui ont une très large autonomie : elles gèrent les thématiques liées à la santé, l'éducation, utilisent officiellement leurs langues (Basque, catalan, galicien, valencien…)…. La Catalogne, le Pays Basque et la Galice ont une autonomie encore plus marquée que les autres communautés autonomes. La nation est alors vue comme un ensemble de communautés dont on accepte la diversité, notamment sur le plan culturel. C'est une rupture avec la vision nationale franquiste qui insistait sur l'aspect castillan (histoire, langue), la religion catholique. Éléments qui voulaient donner une forte homogénéité à l'Espagne à partir de l'héritage castillan et marginalisait ou même réprimait les autres identités culturelles (basque, catalane,…).

La prise en compte de la diversité culturelle, linguistique…est aussi une manière de pratiquer la démocratie.

e) Une transition démocratique qui peut être menacée.

La transition démocratique s'est réalisée dans le cadre d'un large consensus comme le montre les résultats des referendums de 1976 (Loi pour la réforme politique) et de 1978 (adoption de la constitution).

Cependant, certains secteurs de l'armée sont hostiles à cette évolution. Le 23 février 1981, certains secteurs de l'armée et de la garde civile (force de police militarisée) font une tentative de coup d'état. Le lieutenant –colonel de la garde civile Tejero prend en otage dans le parlement les députés et des membres du gouvernement, dont le chef de ce dernier Adolfo Suárez (Voir document 1 page 72). Le coup d'état échoue et la démocratie est sauvée du fait de l'intervention du roi qui prononce un discours énergique (Voir documents 2 page 72 et 5 page 73).

Vous verrez ces petites vidéos

1) Espagne : images du coup d'État du 23 février 1981 - YouTube

https://www.youtube.com › watch

2) Discurso del Rey Juan Carlos I, golpe de Estado, febrero 1981

https://www.youtube.com › watch

Question: qu'est-ce qui est évoqué dans le livre de l'écrivain espagnol Javier Cercas « Anatomía de un instante ». Présentez en 5 lignes maximum ce livre : auteur, titre, éditeur, année de parution, résumé.

Conclusion : la démocratie est un régime qui est soumis aux aléas de l'histoire. Elle peut disparaitre comme au Chili, ou naître comme en Espagne et au Portugal.

Les contextes sont spécifiques à chaque pays et dépendant de paramètres intérieurs et extérieurs. Au Chili, la polarisation politique du pays et la Guerre Froide expliquent en partie la chute d'Allende.

Au Portugal et en Espagne des points communs permettent de comprendre la fin des dictatures : l'essoufflement de vieux régimes autoritaires et l'attraction du processus de construction européenne. Il y a aussi des réalités propres à chacun des deux pays. Au Portugal : la décolonisation, l'absence de modernisation économique et sociale expliquent la transition démocratique. En Espagne, c'est paradoxalement une situation opposée qui l'explique : la modernisation économique et sociale, l'apparition d'une classe moyenne urbanisée et éduquée qui aspire aux libertés.

Bibliographie

Compagnon., 1970 : Allende, une chute programmée, Revue l'histoire, mensuel 475, septembre 2020, p. 12-17

Descazeaux S., Spécialité, Histoire-Géographie, Géopolitique, & Sciences Politiques, Ellipses, 2019.

Histoire-Géographie, Géopolitique, & Sciences Politiques, 1re Spécialité, Hachette Éducation, 2019.

http://www.conesud.com/

Léonard Y., Histoire contemporaine du Portugal de 1890 à nos jours, Chandeigne, 2016

Pellistrandi B., Les fractures de l'Espagne de 1808 à nos jours, folio histoire, 2022.

Revue l'histoire., Révolution et terreur en Amérique Latine, mensuel 465, novembre 2019.